

*Historical Studies in Education / Revue d'histoire de l'éducation*  
BOOK REVIEWS / COMPTES RENDUS

Marc-André Éthier, Vincent Boutonnet, Stéphanie Demers et David Lefrançois,  
*Quel sens pour l'histoire?*

---

Saint-Joseph-du-Lac : M Éditeur, 2017. 109 pp.

Au Québec, en réaction aux diverses refontes du programme d'enseignement de l'histoire, se poursuit un débat confrontant les différentes visions de ce que devrait être cet enseignement. Dès les premières pages du livre d'Éthier, Boutonnet, Demers et Lefrançois, il est précisé qu'il s'agit d'un manifeste voulant informer sur leurs prises de position au sujet de l'enseignement de l'histoire. Dans cet ouvrage, trois objectifs ont été poursuivis. Il s'agit premièrement de définir et de distinguer certains termes qui se sont emmêlés lors des discussions publiques concernant la réforme du programme d'histoire au Québec. Dans un second temps, les auteurs exposent leur conception de la pratique de l'histoire et les buts de son enseignement. Finalement, ce livre est une prise de position par rapport au programme d'éducation de 2016 issu de la refonte du programme d'histoire nationale du Québec.

Dans le débat qui a entouré l'enseignement de l'histoire et la refonte des programmes, les positions défendues par les auteurs semblent avoir été mal interprétées ou expliquées au grand public. Considérant les résultats obtenus par la recherche en didactique de l'histoire depuis les années 1990, les auteurs avancent que le plus grand apport du domaine de l'histoire au développement de l'apprenant se fait lorsque celui-ci apprend à penser comme le feraient des historiens, soit en se posant des questions, en établissant des hypothèses, et en appliquant une démarche historique critique fondée sur l'analyse de documents; la contextualisation de ces derniers et l'élaboration d'une réponse à leur questionnement basée sur des arguments confirmant ou réfutant leurs hypothèses de travail. Cette démarche critique entraîne l'élève à se poser des questions, à trouver des réponses, à être intellectuellement curieux et critique face à ses sources, tout en développant sa citoyenneté.

Dans le premier chapitre, Yelle et Déry proposent une réflexion sur ce qu'est l'histoire. Ils défendent la position suivante : l'histoire est une enquête qui est faite à l'aide des traces du passé et se concluant par un compte rendu des découvertes issues de cette enquête, ce qui implique que cette science est une construction plutôt qu'une vérité à découvrir. Considérant cela, l'exercice de la pensée historique entraîne la pratique de certaines opérations mentales telles que la périodisation, la démarche d'analyse comparative et critique, etc. Les auteurs soutiennent que l'utilisation de cette pensée historique n'est pas innée et demande un apprentissage. À l'aide d'une

recension rigoureuse des écrits en didactique de l'histoire, fortement inspirée du mémoire de Yelle, les auteurs font le point sur l'état des connaissances sur la pensée historique et son enseignement. Au regard de ce tour de la littérature scientifique, Yelle et Dery émettent un premier constat pessimiste envers l'évaluation ministérielle telle que projetée au terme du cours de quatrième secondaire : l'importance accordée aux éléments déclaratifs dans l'évaluation laisse peu de place au processus souhaitable de problématisation historique.

Dans le deuxième chapitre, Éthier et Lefrançois font un historique des programmes d'enseignement de l'histoire du Québec depuis 1960 en insistant sur leurs visées et leurs fonctions respectives. Le chapitre se conclut sur une analyse sommaire du programme de 2016, mettant en relief sa position épistémologique peu cohérente qui cherche à associer un exercice de mémoire à une approche scientifique et méthodique de l'histoire.

Dans le troisième chapitre, Boutonnet fait une analyse plus poussée du nouveau programme de 2016. Il ressort que les divers appels de ce programme à inclure l'analyse critique dans l'enseignement de l'histoire ne se rattachent à aucun objet de réflexion et risquent ainsi d'être facilement mis de côté par les enseignants. D'après Boutonnet, ce manque de cohérence et l'importance relative accordée à la trame narrative ainsi qu'à l'objectif de rétention viennent étouffer la place du questionnement et de l'analyse qui sont au cœur de la pensée historique. Son propos met en lumière le manque de hiérarchisation des connaissances listées dans ce programme entraînant, entre autres, la mise de côté des opérations intellectuelles de haut niveau et de l'analyse critique.

Demers, dans le quatrième chapitre, fait une analyse des visées du programme de 2016. Son propos nous amène à réaliser que le remplacement de l'apprentissage de la pensée historique par un ensemble de connaissances collectives entraîne le risque d'imposer aux élèves une mémoire et une représentation partagées du passé menant à l'adhésion de l'élève à un « nous exclusif » de l'État-nation. Or, en mettant l'accent sur la problématisation en histoire, il est possible, selon elle, de faire émerger un sentiment national (à la suite d'un examen critique des perspectives historiques et des phénomènes en se basant sur la compréhension de ceux-ci) ce qui permet à l'histoire d'être un laboratoire pour la formation citoyenne et pour développer des outils d'émancipation sociopolitique.

Dans leur conclusion, Lefrançois et Éthier précisent que, dans une vision de l'enseignement de l'histoire en tant que science, il faudrait mettre de l'avant la pratique de l'enquête, de la formulation d'un problème et de l'analyse historique. Pour eux, au même titre que la classe de science a ses laboratoires, la classe d'histoire devrait se baser sur la pensée et la méthode historique qui est une des clés menant à la formation citoyenne et à l'esprit critique. Ils concluent que le programme devrait être recentré sur la démarche et les concepts historiques, ce qui encouragerait l'interprétation et l'interrogation.

En conclusion, la force de ce livre réside dans l'explication de l'importance de l'enseignement de la pensée et de l'analyse historique, une position qui a été malmenée dans les débats sur la place publique au Québec. Les auteurs ont écrit pour

les enseignants curieux de s'informer et pour les universitaires moins familiers de la didactique de l'histoire. Ce livre se trouve donc à mi-chemin entre vulgarisation scientifique et manifeste. Les propos sont très clairement exposés et, bien qu'il s'agisse d'un recueil de textes issus de divers auteurs, l'articulation logique et la cohérence entre les chapitres sont parmi les forces de ce livre. Le fait qu'il s'agisse d'un manifeste où les auteurs exposent des prises de position ayant été précédemment défendues dans d'autres textes peut rendre cette lecture redondante pour ceux qui connaissent le domaine de la didactique de l'histoire au Québec. Toutefois, pour un lecteur extérieur ou néophyte, c'est un résumé très clair et accessible des positions défendues par ces didacticiens.

**Laurie Pageau**  
Université Laval

Jean-François Condette, dir.

*Les personnels d'inspection. Contrôler, évaluer, contrôler les enseignants.  
Retour sur une histoire France/Europe (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*

---

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2017. 365 pp.

Historien prolifique, Jean-François Condette vient de publier un important d'ouvrage d'histoire comparée sur les personnels d'inspection en France et dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest.

L'ouvrage compte deux parties distinctes : la première s'intitule *La difficile affirmation du contrôle de l'État en France et ses réajustements récents (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*. Elle compte dix contributions qui rendent compte de l'évolution de l'inspection depuis sa création en 1802. La seconde : *Regards comparés européens (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, nous mène successivement dans le duché Brunswick, en Suisse, en Irlande, en Italie, en Wallonie-Bruxelles et en Angleterre.

L'ensemble est précédé d'une longue introduction de Jean-Marie Condette. Le sous-titre : *Entre terrain local et logiques de l'État*, précise le propos général de l'ouvrage. La conclusion, aussi de Condette, est formulée ainsi : *L'art de l'ubiquité? Les mille et une facettes de l'inspection des enseignants*.

On ne peut rendre compte ici de toutes les contributions de ce riche et savant ouvrage. Heureusement, la synthèse de l'introduction que complète la conclusion permet de saisir toute la complexité de l'inspection européen et de ses enjeux mouvants dans le temps et dans l'espace.

L'inspection est né en 1802 en France de la volonté de l'État de prendre en charge l'éducation. Dès lors, les enseignantes et les enseignants furent tenus de rendre des comptes aux inspecteurs qui, eux, devaient s'assurer de leur compétence et de la mise en œuvre des volontés étatiques. Un tableau rend compte de l'ensemble des documents juridiques français qui depuis les débuts ont défini les missions des inspecteurs.

Ceux-ci ne furent toutefois pas les seuls à évaluer les enseignantes et les enseignants.